

92 | GENNEVILLIERS La ville et la région ont peaufiné un projet afin d'accueillir le nouveau CFA sur un site à deux pas du plus grand port fluvial d'Île-de-France. Mais deux autres villes sont sur les rangs.

Si les bateliers étaient formés au port ?

Olivier Bureau

CETTE FOIS, tous sont dans le même bateau : la ville, la région et le promoteur. Mercredi, la Compagnie de Phalsbourg a déposé son dossier de candidature à un appel à manifestation d'intérêt (AMI) lourd de symbole. Il s'agit d'implanter un nouveau centre de formation aux métiers de la navigation intérieure (CFANI) à Gennevilliers (Hauts-de-Seine).

Le projet consiste à remplacer l'unique CFA batellerie aujourd'hui basé au Tremblay-sur-Mauldre, dans les Yvelines. « Il est devenu trop petit et est le seul en France métropolitaine, rappelle Yasmine Camara, vice-présidente du conseil régional d'Île-de-France chargée de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'apprentissage. En plus, les cours se déroulent au Tremblay mais la formation pratique est à Bougival, 30 km plus loin. Il doit déménager et, en toute logique, nous souhaitons le conserver dans la région. »

Un secteur pourvoyeur d'emplois

Mais deux autres concurrents espèrent remporter le gros lot : un à Rouen (Seine-Maritime) et un autre dans les Hauts-de-France. Le vainqueur devrait être connu d'ici à la fin de l'année.

Ce CFA forme les étudiants aux métiers de la navigation fluviale, que ce soit du transport de marchandises (avec des péniches, par exemple) ou du transport de passagers. L'objectif affiché de la région est bien de construire un vas-



Gennevilliers (Hauts-de-Seine), Les abords du port (ici lors d'une visite de collégiens en 2024) pourraient accueillir le CFA, aujourd'hui basé au Tremblay-sur-Mauldre (Yvelines) et jugé trop petit.

te « hub » consacré à la batellerie à Gennevilliers. « Nous avons une économie liée au transport fluvial dans la région. En plus, c'est une branche en tension, où on manque de monde. Enfin, le site choisi est idéal », insiste Yasmine Camara.

Le CFA serait construit juste en face du métro les Courtilles (ligne 13), en lisière du quartier du Luth. Les apprentis n'auraient que 200 m à faire pour rejoindre le port de Gennevilliers, premier port « 100 % fluvial de France » selon la Communauté portuaire Seine Aval (CPSA) qui y regroupe les plus grandes entreprises de cette plate-forme.

La compagnie de Phalsbourg a reçu le soutien actif de la région. « Cette relocalisation constitue un enjeu stratégique pour l'Île-de-France. La filière fluviale y occupe une place essentielle tant pour le transport de marchandise que pour les mobilités à venir, dans un contexte de transition écologique et de développement du report modal. [...] Votre projet présente des atouts particulièrement solides », écrit ainsi Valérie Péresse, présidente (LR) de la région, à Philippe Journo, patron et fondateur de la Compagnie de Phalsbourg.

Le port de Gennevilliers, c'est 400 ha, près de 270 en-

treprises et un terminal à conteneurs qui bat sans cesse des records d'activité. Un argument environnemental est en permanence mis en avant : une barge transporte autant de marchandises que 200 camions. « Le projet de CFA est très, très, très important, insiste Gildas Monjoin, directeur de la CPSA. On a les infrastructures pour la formation pratique et, depuis des années, nous mettons en contact des écoles et les entreprises du port. »

Les étudiants du CFA seraient donc en contact étroit avec des sociétés de transports de matières premières, des fabricants de matériaux

pour la construction aux farines des Grands Moulins de Paris, juste à l'entrée du port. « Leur formation terminée, ils connaîtraient déjà les sites, les clients et auraient déjà cette expérience », résume Gildas Monjoin.

« Honnêtement, on coche toutes les cases »

Le projet s'inscrit en fait dans une opération bien plus vaste à Gennevilliers. Le CFANI serait l'une des composantes du TML. Le Talent Makers Lab est la progéniture du premier concours Inventons la Métropole en 2016, un ensemble comportant des commerces, comme un Lidl, des bureaux, des logements, un centre de santé etc. « L'Aforp devait y installer un centre de formation aux métiers de la métallurgie mais ils nous ont finalement préféré Cachan (Val-de-Marne), grince Patrice Leclerc, le maire communiste de Gennevilliers. Eh bien on fera de la batellerie et c'est tout à fait cohérent. »

L'élus y voit une opportunité pour ce quartier en pleine mue, pour la ville et pour une branche professionnelle où « on a la certitude de trouver un boulot ». « Honnêtement, on coche toutes les cases : il y a le port, on est proche de Paris, des transports en commun et des axes de circulation, énumère Patrice Leclerc. Même en cas d'échec au concours pour obtenir le CFANI, l'opération TML continue. »

Le nouveau centre est censé entrer en service en 2029. « Le CFA actuel compte 90 apprentis, indique-t-on à la région. Le but est d'atteindre le double en 2032. »

PARIS | V^e Des mouvements de terrain sont apparus. La réouverture n'est pas envisagée avant 2027.

À peine inaugurés, les jardins du Val-de-Grâce ont fermé

Bertrand Métayer

LE 27 JANVIER, l'ancienne maire, Anne Hidalgo, inaugurait les jardins du Val-de-Grâce, boulevard du Port-Royal (V^e arrondissement). Mais, dès la fin mars, leurs grilles ont été fermées en urgence. Des trous apparus dans le sol ont forcé les services de la Ville à clore les 16 000 m² de cet espace qui a longtemps abrité un parking pour l'école militaire, le musée et la biblio-

thèque du service de santé des armées. La réouverture n'est pas attendue avant le premier trimestre 2027.

« Encore un an de travaux alors que cela venait d'être terminé ? » s'étrangle une riveraine devant le panneau installé sur la porte. Une âme moqueuse y a rayé le mot « jardin » pour griffonner à la place « terrain de golf 19 trous ». Le site a connu en effet des mouvements de terrain liés à la présence d'anciennes carrières. La Ville

évoque « des désordres souterrains localisés qui n'avaient pas pu être identifiés lors des études préalables ».

Les travaux ont coûté 9,6 millions d'euros

Depuis, les engins de chantiers ont réinvesti les lieux pour inspecter les sols et déterminer les zones les plus fragiles. « La Ville a appliqué un principe de précaution en fermant immédiatement le jardin et en engageant les investigations et les travaux nécessaires afin

d'assurer la sécurité du public, poursuit la municipalité. Les opérations de consolidation des sous-sols sont en cours. » De la rue, on voit qu'un trou est creusé sous les pavés de l'entrée principale.

Une riveraine, qui n'avait eu le temps de visiter le nouveau parc « qu'une seule fois », s'étonne de ce raté après plus d'un an de travaux pour un montant total de 9,6 millions d'euros, dont 4,2 millions d'euros pris en charge par l'État. « On se ré-

jouissait d'avoir un nouvel espace vert dans ce lieu historique, on a vu lors de la dernière canicule combien c'était important pour les gens qui cuisaient dans leurs appartements, soupire la femme de 73 ans. Ça fait mauvais genre de découvrir que le sol est plein de trous juste après l'inauguration. Il y a pourtant eu plein de camions qui ont roulé dedans pendant des semaines ! »

Si le ministère des Armées conserve la propriété du ter-

rain, c'est la Ville de Paris qui en assure l'exploitation et l'entretien par le biais d'une convention. La structure du jardin imaginée au XVII^e siècle avait été conservée en laissant une part plus importante à la végétation, qui couvre 72 % d'un espace dominé par le dôme majestueux de l'église abbatiale. Près de 50 000 plantes vivaces, 12 000 arbustes et 429 arbres, dont 252 nouvellement plantés, embellissent un jardin désormais désert.